



Embargo pétrolier de l'Iran : Coup d'épée dans l'eau ou apocalypse

Par [Chems Eddine Chitour](#)

Mondialisation.ca, 08 janvier 2012

8 janvier 2012

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Pétrole, Gaz de schiste, Énergie](#)

Analyses: [L'IRAN](#)

« La dissimulation est aux affaires ce que l'alliage est à la monnaie: un peu est nécessaire, trop la discrédite. »

Ce proverbe iranien qui a traversé le temps est plus que jamais d'actualité. Peut-être que la mentalité iranienne que l'Occident dédaigne de connaître, fait que nous sommes en présence d'un gigantesque malentendu sur le programme nucléaire militaire iranien, contrairement à celui d'Israël qui lui est bien réel. Il n'empêche! L'année démarre mal avec comme punition, les velléités d'embargo du pétrole iranien. Cet embargo sera-t-il efficace? Étouffera-t-il l'Iran? Renversera-t-il Ahmadinejad pour mettre à la place une marionnette pro-occidentale qui arrêtera le programme nucléaire civil, répondant de ce fait, à l'exigence américano-israélienne. Quelles sont les conséquences?

On sait que l'Iran détient 10% des réserves pétrolières mondiales prouvées (ce qui place le pays à la 3e place dans le monde). L'Iran possède également les secondes réserves de gaz naturel mondiales (15% du total mondial); celles-ci sont exploitées principalement pour l'usage domestique. L'Iran est un grand pays qui essaie de diversifier d'une façon cohérente l'utilisation de ses ressources, notamment par la construction de barrages hydroélectriques...

L'embargo du pétrole iranien

On apprend que l'Allemagne et la France ont réussi à «imposer» aux petits pays européens l'ordre de ne pas acheter du pétrole iranien. L'embargo est considéré comme «Une très bonne nouvelle» par les États-Unis qui se félicitent de l'accord de principe conclu par les pays européens pour imposer un embargo sur l'achat de brut iranien. Deuxième pays producteur de l'OPEP, l'Iran tire 80% de ses rentrées de devises de ses exportations de pétrole, soit environ 100 milliards de dollars pour l'année iranienne en cours (mars 2011 - mars 2012). La Russie, la Chine et d'autres pays asiatiques ont récemment affirmé leur opposition à un embargo pétrolier. Les États-Unis ont renforcé ces derniers jours leurs sanctions contre le secteur financier iranien, via le gel des avoirs de toute institution financière étrangère qui commercerait avec la Banque centrale iranienne dans le secteur du pétrole.

Pour Zhor Hadjam, Téhéran a menacé de bloquer le détroit d'Ormuz, un canal stratégique par où transitent entre un tiers et 40% du trafic maritime pétrolier mondial, ajoutant aux incertitudes. Des tensions persistantes qui ont eu leur impact sur le baril de Brent qui a atteint, le 3 janvier, 112,59 dollars, son niveau le plus élevé depuis le 15 novembre 2011. Il

faut savoir que l'Iran produit quelque 3,5 millions de barils par jour et exporte environ 2,5 millions de barils par jour, dont près de 18% sont destinés à l'Europe. Pour contourner la pression occidentale des sanctions, l'Iran s'est tourné vers l'Asie pour faire baisser sa dépendance par rapport au marché européen. La France et l'Allemagne défendent l'idée d'un embargo sur l'achat de brut iranien, mais certains pays européens s'y opposent fermement; Téhéran vend quelque 450.000 barils aux Européens, essentiellement à l'Italie qui dépend à plus de 40% du pétrole iranien (180.000 barils), à l'Espagne (160.000 barils) et à la Grèce (100.000 barils). De plus, la recherche d'autres sources de substitution, venant d'Arabie Saoudite (qui s'est déclarée disposée à fournir plus de barils) et de Libye, reste aléatoire et ne tranquillise pas totalement les pays européens réticents. Selon certaines estimations, la Libye ne produit actuellement que 800.000 barils par jour.(1)

Le ministre iranien du Pétrole, Rostam Qasemi, cité par l'hebdomadaire Aseman, déclare que le prix de 200 dollars que pourrait atteindre le baril en cas de nouvelles sanctions occidentales contre Téhéran. «Pour Nicholas Sarkis, directeur du Centre arabe d'études pétrolières, interviewé par Melissa Roumadi, l'embargo sur les importations de pétrole iranien aura des conséquences considérables sur le marché pétrolier pour deux raisons. La première est que ceci priverait les pays consommateurs de tout ce que l'Iran exporte comme pétrole. La seconde est qu'il y a le risque de représailles du côté des Iraniens. Ceux-ci ne s'en cachent pas. Ils menacent de fermer le détroit d'Ormuz par où passe une grande partie des exportations mondiales de pétrole. (...) Personne ne peut prévoir jusqu'où les prix du pétrole pourraient aller. On ne peut pas donner un chiffre comme ça avant même que d'éventuels événements aient lieu. Ce qui est certain, c'est qu'il y aura une très forte augmentation des prix. Qu'ils passent à 150 dollars, à 180 ou à 200 dollars et plus, toutes les hypothèses sont possibles. Ce qui est certain, c'est qu'une telle possibilité aurait des effets désastreux sur le marché pétrolier.» (2)

« Il y aura, poursuit l'expert, un impact certain sur les économies de tous les pays consommateurs de pétrole, y compris les pays de la zone euro qui dépendent, en grande partie, du pétrole iranien. La demande augmente alors que les capacités non utilisées de production deviennent limitées et les découvertes se font rares. Le développement de nouvelles capacités de production est assez lent. (...) Ce dont je doute. Le risque est trop grand pour les États-Unis et l'Europe pour avancer dans ce sens et interdire le pétrole iranien. (...Depuis plusieurs années déjà, ces pays (États-Unis, Europe, Ndlr) ont cherché à étrangler l'Iran pour faire pression et le pousser à arrêter son programme nucléaire. Ils n'ont pas réussi jusqu'ici. Un durcissement des sanctions que ce soit dans le domaine pétrolier, financier ou autre qui irait jusqu'à présenter un risque plus grave pour l'économie iranienne, il faudrait s'attendre dans ce cas à des représailles du côté iranien.» (2)

Que se passera-t-il si l'embargo est décrété?

En fait, de notre point de vue, il ne se passera rien d'exceptionnel, les prix pourraient augmenter pour une très courte période et redescendre tout aussi brutalement. Les Occidentaux jouent à se faire peur et à faire peur en parlant de la catastrophe de la fermeture du détroit d'Ormuz. Est-ce la fin du Monde? De fait, ce sont les petits pays qui seront les premiers touchés. D'abord, les États-Unis ne sont pas concernés, ils se ravitaillent ailleurs. De plus, il ne faut jamais oublier que l'Agence internationale de l'énergie, le gendarme pétrolier à la solde de l'Empire, veille au grain. On sait que cette institution créée par Henry Kissinger en 1974 pour «casser l'OPEP» fait dans ses statuts obligation aux membres- les pays de l'Otan- de constituer des stocks de sécurité de 90 jours pour amortir le choc en cas de conflit. En clair, si un conflit est déclaré, les membres de l'AIE vont

déstocker leurs réserves, ils vont créer une abondance artificielle qui va annihiler l'effet d'augmentation due à une rareté conjoncturelle.

Cette «façon de faire» est absolument contraire à l'esprit de la doctrine libérale de l'offre et de la demande, mais qui peut protester? Ces scénarios ont fonctionné dans les derniers conflits. Il faut cependant que le conflit ne dure pas plus de trois mois. L'Empire et ses vassaux ont les moyens de juguler la flambée des prix. Seuls les marchés financiers de la spéculation peuvent les perturber. De ce fait, il ne faut pas être naïf pour croire que les kermesses de l'OPEP servent à quelque chose, les décisions sont prises ailleurs, elles sont annoncées et imposées par l'Arabie Saoudite et les roitelets du Golfe pour le compte de l'Empire. En décembre 2011, à la réunion de l'OPEP, l'Iran a réclamé en vain une baisse de la production de l'Arabie et du Koweït. On dit que les États-Unis sont le membre le plus important de l'OPEP.

Pourtant, il semble que l'Empire craque de partout au profit de l'Asie.

« Requiem pour les États-Unis d'Amérique, tels que vous les avez connus depuis la guerre, écrit Robert Bibeau. Après moins de soixante-dix ans de règne sans partage – si ce n'est quelques velléités du social-impérialisme soviétique (1955- 1989) – l'empereur d'Occident poursuivra sa descente aux enfers encore cette année. L'agonie de l'Empire amorcée en 2008 – crise des subprimes – prolongée en 2011 – crise de la dette souveraine – se poursuivra en 2012 et s'étiolera sur quelques années. Au cours de cette période, les États-Unis seront simultanément insolvables et ingouvernables, transformant en «bateau-ivre» ce qui fut le «navire-amiral» de la flotte impérialiste occidentale (...) Le déclin de l'empire américain est bien certain. Les émissions de dollars (Quantitative Easing) de 2009 et 2010 n'auront servi qu'à plomber le navire à la dérive. Les agences de notation anglo-saxonnes et les banquiers de Wall Street le savent pertinemment, en 2012 ne soyez pas étonnés d'apprendre qu'ils convertissent une partie de leurs avoirs – dollars – en euros, en yuans, en francs suisses, en or... Les rats ont commencé l'an dernier à abandonner le navire-ivre.» (3)

« Dans le monde occidental, poursuit Robert Bibeau, l'impérialisme étatsunien aux abois – l'ennemi irréductible de l'impérialisme chinois – essaiera de soulever une vague de protectionnisme et de nationalisme fanatique et les États-Unis tenteront d'impulser une désastreuse «Guerre froide» contre la Chine. Au cours de 2011, Obama a fourni le cadre et la justification d'une confrontation à grande échelle et de longue durée avec la Chine. Ce sera un effort désespéré pour maintenir l'influence étatsunienne et conserver ses positions stratégiques en Asie et partout dans le monde. «Le «quadrilatère de pouvoir» de l'armée étatsunienne – les États-Unis, le Japon, l'Australie et la Corée – avec le soutien des satellites philippins, essaieront de détruire les liens commerciaux de la Chine au moyen de la puissance militaire de Washington. (...) La déconfiture économique et sociale de l'Amérique commande cette action «audacieuse et périlleuse», pensent un certain nombre de stratèges du Pentagone et de Wall Street. La déstabilisation des approvisionnements en hydrocarbure de la Chine, du Japon et de l'Euroland permettra aux États-Unis (qui ne s'approvisionnent pas au Proche-Orient) de se refaire une autorité sur les marchés boursiers – folle équipée de financiers désespérés.(3)

Malgré cela, les États-Unis resteront la première puissance militaire malgré une croissance moins soutenue de leur budget militaire, a promis Barack Obama, qui a présenté le 5 janvier une réforme de la doctrine militaire prévoyant une baisse des effectifs. «Notre armée sera plus réduite, mais le monde doit savoir que les États-Unis vont maintenir leur supériorité militaire avec des forces armées mobiles, souples et prêtes à faire face à toutes les

éventualités et les menaces», a déclaré le président, s'adressant à la presse au Pentagone.

A cette stratégie du pire, à ces bruits de bottes savamment entretenus, on peut ajouter le rôle des vassaux. Pour pouvoir étouffer financièrement l'Iran, il est nécessaire que ceux qui s'approvisionnaient par l'Iran puissent ne pas manquer de pétrole. C'est là qu'interviennent les pays du Golfe et principalement l'Arabie Saoudite dont le rôle sera justement d'ouvrir les vannes. Karim Mohsen s'interroge justement sur l'armement saoudien. Il écrit: «L'Arabie Saoudite vient d'acquérir 84 chasseurs-bombardiers F-15 américains pour la modique somme de 29,4 milliards de dollars. (...) Pour se prémunir contre qui? Israël ou l'Iran? Il faut savoir que dans les ventes de ces armes aux pays arabes, un alinéa interdit leur utilisation contre Israël. Ceci dit, «l'ennemi» pour lequel les États-Unis arment l'Arabie Saoudite est donc identifié: l'Iran! On relève, dès lors, qu'il y a là comme un défaut: l'Arabie Saoudite, siège des Lieux Saints de l'Islam, et qui accueille (à Djeddah) l'Organisation de la Conférence islamique (OCI, 57 pays, dont l'Iran) peut-il être l'ennemi d'un autre pays musulman? Désormais la question se pose avec gravité: le combat que les États-Unis mènent contre l'Iran peut-il être celui de l'Arabie Saoudite?» (4)

Une attaque contre l'Iran est annoncée depuis plusieurs années par différents services de renseignement privés, dont les plus sérieux. Pour ce faire il faut sauter le verrou syrien, il sera facile, alors pour Israël qui piaffe d'impatience - à moins que cela ne soit un bluff - de «traverser» le territoire syrien et ce qui reste du territoire pour aller tester ses missiles Jéricho sur les Iraniens.

« La déstabilisation de la Syrie, écrit Gilles Munier, comme celle de l'Irak, fait partie du projet de démembrement du Monde arabe sur des bases ethniques, tribales ou confessionnelles. Les contre-mesures adoptées pour détourner les «Printemps arabes» de leurs objectifs semblent inspirées du plan Yinon de 1982, du nom d'un fonctionnaire du ministère israélien des Affaires étrangères qui préconisait la création de mini-États antagonistes partout dans le Monde arabe. (...) La politique de la canonnière - ou du porte-avions - est de retour, comme au XIXe siècle au service des intérêts économiques et géostratégiques occidentaux. L'Irak, la Yougoslavie, l'Afghanistan, la Côte d'Ivoire, la Libye et bientôt, peut-être, la Syrie et l'Iran en ont été, sont ou seront les victimes. Je ne suis pas le seul à penser que pour enrayer leur déclin économique et politique, les États-Unis et leurs alliés s'en prendront à la Fédération de Russie et à la Chine. (...) Barack Obama a si peur du lobby israélien qu'il fera à peu près n'importe quoi pour s'assurer du vote juif cette année. Chaque fois qu'on l'accuse de ne pas être assez ferme avec l'Iran, il augmente d'un cran les mesures contre l'Iran.» (5)

Devant cette apocalypse annoncée, y a-t-il un pilote dans le vaisseau Terre? Cette course vers l'abîme est porteuse de tous les dangers. Pourquoi ne pas se mettre autour d'une table et parler de l'avenir de la planète dans la dignité et le respect de chacun en demandant d'abord aux 5 membres du Conseil de sécurité de permettre des inspections de leur programme nucléaire, pourquoi ne pas parler de dénucléarisation du Moyen-Orient? Pourquoi prendre par la force ce qui ne vous appartient pas? Pourquoi imposer une fausse démocratie aéroportée qui apporte le chaos, le sang, les larmes, une violence permanente? Pourquoi ne pas régler le problème de la place de l'homme par rapport au capital, à l'ultralibéralisme? Quand quelques milliers d'oligarques sont plus riches que la moitié de la planète, il y a lieu de s'indigner. Une guerre nucléaire sera mondiale, les Chinois et les Russes ne laisseront pas faire, car après, ce sera leur tour. C'est peut-être cela la fin de l'espèce humaine prévue par les calendriers mayas.

Professeur Chems Eddine Chitour

Ecole Polytechnique enp-edu.dz

1. Zhor Hadjam: Le prix du pétrole pourrait connaître une forte hausse El Watan 5 01 2012
2. Melissa Roumadi: Nicolas Sarkis « Le contexte pétrolier n'est pas favorable à des sanctions contre l'Iran» El Watan 05.01.12
3. Robert Bibeau <http://www.centpapiers.com/deux-mille-douze-avant-et-apres/91333>
4. Karim Mohsen: Mais contre qui s'arme donc Riyadh? L'Expression 05 Janvier 2012
5. Gilles Munier <http://www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=28507>

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [Chems Eddine Chitour](#), Mondialisation.ca, 2012

Articles Par : [Chems Eddine Chitour](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca